

Quelle organisation nouvelle pour la zone Euro ?

Posté le : 17 février 2013 11:37 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise financière, Economie et politique

Pour répondre à cette question il faut lever deux préalables :

- Déterminer les objectifs de cette organisation
- Savoir si elle doit être gérée dans le cadre de la Commission ou de façon autonome vis-à-vis des institutions de Bruxelles.

Une zone de monnaie unique impose une gestion politique centralisée forte.

Cette réalité a été entièrement gommée lors des discussions qui ont mené au vote de Maastricht. On pensait qu'il suffisait de créer des normes que devraient respecter les Etats. Tout se passerait au mieux. La monnaie unique comme par magie nous « protégerait ». L'union faisant la force, comme chacun sait, l'union monétaire ferait la force des pays membres de la zone euro.

Le résultat on le connaît :

- Devenus libérés de la contraintes de change, les états traditionnellement irresponsables se mirent à emprunter sans limite : ce n'était pas cher.
- Aucune coordination des politiques économiques et sociales n'ayant été prévue, on a vu l'économie des pays membres diverger et d'énormes déséquilibres internes apparaître.
- Les autres pays gèrent le cours de change de leur monnaie. Pas l'Europe. Une monnaie unique dans un ensemble flottant était une gageure. Finalement l'Euro sera presque toujours trop fort pour la majorité des pays de la zone Euro, aggravant leurs difficultés récurrentes.

Lors que la crise de la dette mondiale a éclaté, dette qui n'était pas fondamentalement de la responsabilité de l'Europe, la zone Euro et ses faiblesses se sont trouvées en première ligne.

L'impossibilité de dévaluer ne laissait la place qu'à des politiques déflationnistes désastreuses, sauf à laisser la dette de chaque état en face d'une spéculation acharnée sur les taux d'intérêt qui ne pouvait qu'aboutir à la destruction de l'Euro.

Cette analyse conduit obligatoirement à la conclusion qu'il faut soit abandonner l'Euro soit créer une gestion centralisée des grands déterminants de la compétitivité : politique budgétaire, politique économique et sociale générale, politique monétaire et de change, politique de crédit, politique de redistribution interétatique.

Certains ont cru qu'on pouvait limiter la coordination aux seuls aspects monétaires. C'est une grave erreur. On ne peut pas laisser un pays passer aux 35 heures et maintenir une retraite à 60 ans avec des exceptions à 50 ans, pendant que d'autres passent à 65 voire 67 ans, en maintenant une durée de travail importante. Les législations sociales comptent autant que le budget.

Les Européistes le savaient parfaitement. La mise en place de l'Euro devait tôt ou tard provoquer cette prise de conscience et forcer le passage vers un centralisme européen supplémentaire. Ce sont

les mêmes qui affirment maintenant que la crise est formidable parce qu'elle fait avancer la construction européenne. Qu'importe si le système bancal mis en place a fait des dégâts colossaux. L'important est dans le fédéralisme européen arraché à la mauvaise volonté des Etats et des peuples.

Eh oui ! L'Euro suppose plus d'Europe institutionnelle. On a mis exprès la charrue devant les bœufs. Certes ils ont piétiné et cassé la charrue mais il suffit de réparer et de la mettre à nouveau à sa place. C'est comme cela que l'Europe avance !

La position est cynique mais efficace : si on ne détruit pas l'Euro, il faut créer des institutions de gestion de la zone euro.

Par calcul et devant la résistance de certains états, on ne parle que de coordination budgétaire avec une sorte de Ministre des finances de l'Union européenne. En fait il faut aller beaucoup plus loin. Tout le monde le sait et fait semblant de ne rien voir.

Nous nous préférons dire qu'il faut un Chancelier de la zone Euro avec des pouvoirs dans trois domaines :

- La coordination budgétaire
- La coordination économique et sociale
- La politique monétaire et de change.

Commençons par cette dernière :

- Il n'y a pas actuellement de responsable du niveau de l'Euro sur le marché des changes. La BCE, qui dispose des principaux leviers pour agir sur les changes n'a pas dans ses statuts d'autre mission que de conserver, à l'échelon de la zone, la stabilité relative des prix d'un échantillon de produits de consommation. L'Eurogroupe était censé s'occuper des changes. Il ne l'a jamais fait. La raison en est simple : les Européens croient, à l'échelon mondial, à la justesse de la théorie des changes flottants qu'ils ont récusée à l'intérieur de leur zone. Cette contradiction est insurmontable. Elle consiste à affirmer que les marchés fixent le cours de l'Euro mais ne doivent en aucune façon fixer le cours respectif des monnaies nationales.
- Le résultat est connu : les autres pays manipulent TOUS leur monnaie et l'Europe est la seule zone où on accepte de prendre tous les coups sans réagir.

Il est clair que le nouveau Chancelier doit :

- Conduire la politique de change
- Conduire la politique monétaire
- Conduire la politique de crédit intra-européen.

Les statuts de la Banque centrale doivent être modifiés pour d'une part compléter l'objectif de stabilité des prix par un objectif de croissance et d'autre part l'associer fortement à la politique générale du chancelier.

On voit l'énormité du saut conceptuel qu'il faut faire.

Le Chancelier aura également comme mission de proposer une réforme du système monétaire international afin de revenir à un système de changes fixes et ajustables raccordées à un étalon extérieur à la monnaie d'un seul pays.

La seule existence de ce poste avec cette mission provoquerait une immense vague de fond dans le monde de la finance et des états. L'Europe serait là comme joueur et non plus comme ballon crevé dans lequel tout le monde peut frapper à loisir !

Le Chancelier aurait naturellement en charge le soin des dettes globales des états et de la coordination des budgets. Fini le mercantilisme des uns et le laxisme des autres. Il lui faudra s'assurer que les déficits structurels internes à la zone soient corrigés. Associée à la politique monétaire cette politique pourra ne pas être purement déflationniste.

N'allons pas plus loin. L'essentiel est dit même si dans le détail, il y a de quoi écrire un livre entier sur la nouvelle institution.

La seconde question se pose aussitôt. A qui doit être rattaché le chancelier nouveau ? L'Allemagne, on le voit bien, comme beaucoup de fédéralistes européens, veut renforcer la Commission Européenne qui est devenue avec le temps l'organisme gestionnaire d'une simple zone de libre échange, à l'exception notable de l'agriculture, en même temps qu'une machine à casser et sanctionner les nations composantes.

Le nouveau traité lui donne un pouvoir de sanction et d'intervention sur les budgets. On fixe des normes drastiques et on donne à La Commission les moyens par des amendes gigantesques de les faire respecter. On aggrave le système défaillant précédent tout en aggravant également la perte de moyen d'action au jour le jour. La gestion par la norme est une catastrophe. La crise l'a bien montré.

Faut-il que le chancelier soit une émanation de la Commission et fonctionne en liaison avec les Parlement Européen ?

Nous pensons que non. Le Chancelier doit être une émanation du conseil des gouvernements des pays de la zone Euro, avec des organes consultatifs et délibératifs propres, associés largement aux parlements nationaux des seuls pays membres. Sans cela le déficit démocratique serait béant et de toute façon on ne voit pas pourquoi des institutions qui concernent des pays hors zone Euro devraient s'occuper de questions relatives à cette zone.

Angela Merkel en proposant un saut fédéral à l'échelon de l'Union Européenne tout en imposant une gestion par la norme confiée aux flics de la Commission fait une fausse proposition.

La réponse de la France devrait être :

- Nous voulons des organes de gestion de la zone euro qui soient propres aux pays de la zone avec un pouvoir exécutif permettant une action au jour le jour sur le change, l'émission de monnaie, la gestion de la dette.

Une telle proposition, détaillée et construite sur des bases logiques et appropriées au problème à résoudre, aurait un énorme impact en Europe comme à l'international.

C'est la meilleure initiative qui peut être aujourd'hui envisagée. Ce serait un véritable pavé dans la mare.

Elle ferait apparaître pour ce qu'elle est l'hypocrisie américaine, l'abus chinois, coréen et japonais et le désordre intellectuel mondial en matière de change.

Elle ferait apparaître le déficit démocratique de la commission et des institutions de Bruxelles.

Elle permettrait d'envisager autre chose que des politiques de déflation pour rééquilibrer les finances et la compétitivité des pays au sein de l'Union.

Il faut au monde un choc financier et à l'Europe un choc démocratique.

On aurait les deux !

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.